

MATRICE DES DONNEES: NIGERIA

La matrice des données résume les besoins exprimés des différents acteurs du secteur pétrolier et gazier Nigérian ainsi que les recommandations y afférent. Notre étude au Nigéria confirme la faisabilité et la nécessité d'installer un Portail des Données Ouvertes pour le secteur du pétrole et du gaz, et celui des mines qui permettra de:

- ① Appuyer la loi d'accès à l'information en vigueur
- ② Réduire la fragmentation des données des Industries Extractives en privilégiant l'interopérabilité avec les systèmes existants
- ③ Etre complémentaire au système d'audit de NEITI et publier les données sur l'impact des IE sur l'environnement, le genre, l'éducation, la santé et l'économie locale
- ④ Traduire les concepts les plus complexes en information facile à comprendre et à utiliser grâce à des outils visuels et analytiques conçus pour améliorer la participation citoyenne et promouvoir le mécanisme de reddition des comptes

Tous les acteurs

DÉFI EXPRIMÉ

Difficulté à rendre les données des IE accessibles et pertinentes pour les citoyens ordinaires

Absence d'un mandat clair qui encourage le partage et l'échange officiels de données entre les organismes gouvernementaux

SOLUTION RECOMMANDÉE

Relier les flux de revenus pétroliers au budget de l'État pour aider les citoyens à conceptualiser la façon dont les flux de revenus (ou l'absence de flux de revenus) promeuvent ou freinent les initiatives dans leurs communautés.

Continuer d'accompagner le développement de médias (presse écrite, Web, radio, télévision) - répondre au besoin critique de diversité des ressources médiatiques qui rendent les données sur les IE accessibles et plus digestes pour les publics non techniques

Appuyer la création d'une politique nationale sur les données ouvertes - Faciliter l'échange de données entre les organismes gouvernementaux et clarifier le type et le format des données à échanger

NEITI

DÉFI EXPRIMÉ

Engagement limité de la part d'un public plus large en ce qui concerne le contenu des rapports d'audit annuels

Les processus de validation, d'audit et de réconciliation des données accusent de longs retards, car les documents sont envoyés par courriel à toutes les entités concernées. Ces retards ont une incidence sur la publication des rapports annuels de l'ITIE.

SOLUTION RECOMMANDÉE

Promouvoir la visualisation des données du rapport annuel de réconciliation - si les données deviennent de plus en plus disponibles, et actuelles, leur impact demeurera limité si les publics visés ne sont pas en mesure de les comprendre et de les utiliser.

(En cours) Mettre en œuvre un système Web ouvert conçu pour rationaliser la collecte de données et fournir des informations utiles pour les producteurs et pour les utilisateurs de données.

OSCs

DÉFI EXPRIMÉ

Faible participation des jeunes dans le secteur, ce qui limite la capacité de la prochaine génération de mettre en œuvre des initiatives durables de transparence et de reddition des comptes

SOLUTION RECOMMANDÉE

Envisager de collaborer avec le Service National de la Jeunesse et les groupes de développement communautaire pour promouvoir l'utilisation des données chez les jeunes

Gouvernement

DÉFI EXPRIMÉ

Faible accès aux données du secteur extractif en temps opportun , même avec la loi sur l'accès à l'information

Données de mauvaise qualité (lacunes intentionnelles ou non intentionnelles dans l'information)

Présence d'une culture fortement tributaire de la production de rapports papier --> impactant négativement la disponibilité de données opportunes dans des formats lisibles par machine)

Données limitées sur la valeur ajoutée (et la valeur perdue) dans le traitement local des minéraux

Fragmentation des systèmes de données entre les organismes gouvernementaux

SOLUTION RECOMMANDÉE

Clarifier la portée et l'application de la Loi sur l'accès à l'information - il est essentiel que cette loi ou toute autre loi ou politique, aborde le rôle que jouent la Nigeria National Petroleum Corporation (NNPC) et les autres organismes parapublics dans la divulgation de l'information du secteur

Investir dans le déploiement de portails d'accès à l'information dans les institutions - le déploiement des systèmes a été, jusqu'à présent fragmenté; le déploiement systématique des portails qui appuient la loi d'accès à l'information pourrait être une façon plus concrète d'opérationnaliser certaines de ses obligations fondamentales

Confirmer l'engagement politique à instaurer un partage plus efficace de l'information, essentiel à une meilleure coopération inter-institutions.

Formaliser le secteur minier artisanal pour mieux canaliser les investissements qui peuvent avoir un impact économique direct sur les citoyens les plus pauvres

Élaborer une politique détaillée sur le traitement des minéraux locaux y compris une collecte de données pour suivre les améliorations apportées au secteur. Il est possible qu'une politique nationale comble les lacunes de la loi existante pour opérationnaliser les investissements dans le traitement local des minéraux.

Le gouvernement devrait s'associer à des entreprises IT qualifiées pour concevoir et mettre en œuvre un système centralisé, dans le but d'encourager les liens entre les différents organismes gouvernementaux. Le système devrait inclure des documents numérisés, particulièrement pour les aspects où l'information n'est disponible qu'en version papier.

Les outils IT devraient être accompagnés de plans de renforcement des capacités et de gestion des données qui définiront clairement les rôles et les responsabilités de chaque intervenant en matière de collecte, d'utilisation et de publication des données.

Partenaires au Développement

DÉFI EXPRIMÉ

Faire preuve de créativité sur des façons de faire participer les partenaires gouvernementaux à la divulgation proactive des données des IE

Manque d'informations sur les seuils de la propriété réelle d'autres pays

Faible compréhension du secteur privé sur les exigences relatives à la propriété effective (défis et possibilités)

Expertise limitée en visualisation de données dans le secteur public et parmi les OSC

SOLUTION RECOMMANDÉE

Établir un partenariat stratégique avec le Bureau du Vice-Président qui abrite une équipe dédiée à l'harmonisation des bases de données entre les organismes gouvernementaux.

Créer et diffuser les meilleures pratiques internationales sur les seuils de propriété réelle dans d'autres pays

Sensibiliser les acteurs du secteur privé aux avantages de la propriété réelle et à l'importance de leur utilisation dans le contexte des pratiques internationales exemplaires

Aider les OSC et certains organismes gouvernementaux à développer des moyens créatifs d'accéder à l'expertise en visualisation de données.

➤ [Cliquez ici pour accéder au résumé exécutif de l'étude](#)

➤ [Cliquez ici pour accéder au rapport final de l'étude](#)